JJM

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (*Bolchevik-Léniniste*)
Section Française de la IVe Internationale

VENDREDI
24 FÉVRIER 1939

4e Année — Numéro 110

Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION
15, passage Dubail
(54, boul. Magenta), Paris (10e)

ABONNEMENTS :
France et colonies : 1 an, 30 fr., 6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois, 20 fr. ; 3 mois, 10 fr.
Compte chèque postal : Rousset 2247-23 Paris.

C.E.R.M.A. FONDS J.J. NARIE PARIS

AVANT UNE ÉLECTION

Ce n'est pas entre Paris et Versailles que l'on défendra les libertés ouvrières, mais dans les usines par

les Comités d'Entreprise

Voilà qu'on recommence à amuser le tapis avec l'élection du nouveau président de la République.

Blum s'agite dans *le Populaire* et donne les leçons de constitution. Il se plaint en sourdine que Lebrun lui ait mis les bâtons dans les roues lorsqu'il était Président du Conseil...

Pour ce saltimbanque, le locataire de l'Elysée joue un rôle considérable. C'est pourquoi il estime que la question est d'importance !

Du point de vue de la mécanique des institutions capitalistes, la désignation du Président de la République a un certain intérêt.

Mais dans le stade actuel de la lutte de classes et de la situation internationale, elle n'en n'a pas beaucoup. Evidemment, le Président de la République a été, est, et sera un excellent commis des 200 familles.

S'il est un réactionnaire comme ce fut le cas en Allemagne avec Hinderbourg, il facilitera directement l'ascension du fascisme.

S'il est un « Front Populaire », comme ce fut le cas pour Azaña en Espagne, il facilitera indirectement les progrès du fascisme en brimant la classe ouvrière, en la divisant, en la trompant et, au besoin en la mitraillant.

Herriot, Queille, Jeannenay ou Lebrun ne figureraient, du haut de leur fauteuil, que des instruments de la volonté capitaliste, et rien de plus.

D'ailleurs, le rôle de ce « premier magistrat de la République » diminue avec l'importance même du Parlementarisme lui-même.

Aujourd'hui, seule la poigne de fer d'une dictature avouée peut permettre à la bourgeoisie de maîtriser les contradictions mutuelles.

La préparation de la guerre, la répression anti-ouvrière, la xénophobie, etc... tout cela, c'est l'affaire de l'Etat-Major, des trusts, des 200 familles, des hautes administrations où ne circule nul « souffle républicain » mais au contraire une pestilentielle tornade raciste, cléricale, réactionnaire et pogromiste.

Blum prétend que la raison en est que le Président est élu par les Chambres, et non au suffrage universel.

Il oppose l'exemple de Roosevelt, et du Président de la 2e République de 1848...

Exemple bien mauvais : Le Prince-Président Louis Napoléon Bonaparte, élu au suffrage universel, fut aussi l'homme du coup d'Etat du 2 décembre. Blum eut pu citer tout aussi bien Hindenburg, élu lui aussi par « le peuple », qui confia le pouvoir à Hitler.

Quant à Roosevelt, le dernier espoir du réformisme international, il est et reste le grand Patron du capitalisme américain.

La vraie démocratie consiste à appeler les masses à se prononcer non sur un homme, mais à élire directement ses propres institutions.

Le Président de la République, même élu au suffrage universel, n'empêche pas La Rocque et Cie de pénétrer l'Etat, n'empêche pas Daladier de leur paver le chemin ; au contraire, il leur facilite la tâche. Lebrun est un grand protecteur de Cagoulards comme Azaña couva les Franco et les Mola.

Mais un réseau de Comités élus sur la base des entreprises, des hommes de confiance des travailleurs dans toutes les usines, les Conseils, — voilà la représentation démocratique directe, immédiate, seule capable de dresser les embryons du pouvoir socialiste.

Gardez votre pantin, M. Blum !

Sous l'œil bienveillant de Daladier-Chamberlain : *de Barcelone à Argelès on assassine*

Le scandale d'Argelès doit cesser

Contrôle des camps par les syndicats

Le prolétariat est maintent assez renseigné sur le calvaire des camps d'internement où sont parqués des centaines de milliers d'ouvriers espagnols, livrés à la défaite par la trahison des chefs républicains et fuyant la boucherie de Franco et de Mussolini. Parqués par milliers sur la terre nue, sous la garde brutale de tirailleurs sénégalais et de gardes mobiles excités contre eux, sans vivres, sans couvertures, sans baraques, sans tabac, sans pansements, sans médicaments, sans journaux, séparés des leurs, pillés par des gardiens débrouillards, brutalisés par des gradés qui les haïssent et qui festoyent tout naturellement avec les aviateurs fascistes, brimés pour qu'ils rentrent en Espagne où les attendent les tribunaux militaires de Franco ou ses pistoleros plus expéditifs encore: tel est le sort de deux cent mille réfugiés ouvriers et paysans épulsés de privations, de sacrifices, de maladies et de blessures après deux ans et demi de lutte inégale contre des armées modernes. Et maintenant d'hypocrites condamnations de droit commun haineusement infligées.

Tout cela est placé sous le slogan de la « France généreuse et hospitalière » qui s'étale sur tous les murs de nos villes. Tout cela est placé surtout sous le signe de la victoire de classe remportée sur les ouvriers d'Espagne par la bourgeoisie et dans laquelle s'inscrivent à des titres divers les mérites ou les responsabilités de Franco, d'Azana, de Blum, de Daladier, de Thorez.

Le prolétariat doit se mobiliser pour venir au secours de ses frères de lutte et les défendre contre le martyr qui leur est imposé. *Jamais une bourgeoisie n'avait osé traiter des prisonniers de guerre d'une autre nation de la façon dont le gouvernement français traite les fiers combattants trahis et vaincus de la révolution espagnole. C'est parce que ce sont les prisonniers de la lutte de classe que ce sort abject leur est réservé.*

Il faut d'abord soutenir les efforts du *Secours international Solidarité et Liberté* et de toutes les organisations d'aide et de secours prolétariennes. Mais il faut de plus par une ample campagne exiger qu'on mette un terme à l'horreur des camps d'internement. Le premier objectif est d'obtenir qu'on trouve immédiatement et sans attendre *des crédits* nécessaires à sauver de la famine et de la mort les combattants affamés et, les malades et les blessés : du pain, de la viande, des maisons réquisitionnées, des médecins, des hopitaux ouverts.

L'argent que l'on trouve si facilement pour acheter des avions à Roosevelt, le prolétariat doit exiger qu'on le fasse pour sauver les précieuses vies humaines.

Ensuite, il faut exiger qu'on éloigne des camps les garde-chiourmes fascistes qui croient déjà être les vainqueurs de leur commune et qu'on place les réfugiés sous l'organisation des *syndicats ouvriers.*

Toutes les revendications élémentaires qui ont été formulées par la presse ouvrière sont un minimum auquel les ouvriers espagnols ont droit (*L'Humanité* « ajoute la liberté sur parole pour les officiers » — et cette discrimination a un caractère démocratique bien caractéristique. Dans le même numéro, elle ose ajouter un amalgame classique : « la racaille fasciste et *trotskyste* peut s'adonner (dans les camps tranquillement à sa sale besogne ». Tout est une occasion à canaillerie à ces gens-là).

Avant tout il faut aller vite et exiger des crédits suffisants et la prise en main des réfugiés par les organisations ouvrières.

Daladier-Chamberlain à genoux devant Franco le sanglant

L'impérialisme franco-anglais poursuit son offensive en direction de l'Espagne. Les conversations se poursuivent à un rythme accéléré ; l'offensive de la presse bourgeoise se développe sur un mode de plus en plus cynique.

Avant tout il convient de souligner l'attitude des gouvernements de Madrid et Burgos en face de l'offensive diplomatique de Londres-Paris. Les télégrammes et les commentaires de presse montrent assez que le gouvernement de Madrid n'espère plus que se rendre avec les honneurs de la guerre. Il ne prépare pas la moindre offensive et sa plus grande activité consiste à tenter de mettre d'accord la fraction bourgeoise pacifiste et la traction de résistants, les staliniens qui savent que le compromis ne peut se faire que sur leur dos.

Le correspondant de l'agence Havas à Madrid écrit : « *L'étude politique réalisée auprès des démocratie voisines a abouti à l'adoption par plusieurs fractions de l'opinion d'attitudes tendant à rechercher l'étroite confiance des gouvernements français et anglais. La thèse qu'ont défendu depuis longtemps certains hommes politiques trouve des échos dans la majorité de l'opinion publique* ». Il est évident qu'il s'agit là de l'opinion publique bourgeoise. Mais comme l'ont mis à nu les récits publiés dans la *Lutte Ouvrière* les bureaucraties socialistes, anarchistes et staliniennes, dans leur désir de maintenir jusqu'au bout l'Union Sacrée avec la bourgeoisie internationale, par le fait qu'ils n'ont aucune confiance dans le prolétariat, que tout leur espoir est dans Londres et Paris ne pourront qu'en définitive se rallier à la capitulation, portant ainsi un nouveau coup au prolétariat espagnol et international.

Le *Times* du 18 février écrit carrément : « *Les gouvernements français et anglais hézitent d'autant plus que ces hommes* (Négrin et Cie) *pour le moment sont en train d'examiner les conditions auxquelles ils seraient prêts à déposer les armes* ». Il y a là une part de pression cyniquement exercée, mais le simple fait que la presse bourgeoise ose écrire cela, sans provoquer de réactions, suffit à montrer où en est tombé « *le gouvernement de la victoire* ».

Quelle autre signification ont d'ailleurs les conversations amicales avec le triple traître Azana ? Suivant le *Daily* Mail celui-ci aurait envoyé à Negrin un *ultimatum de paix*, un ordre de capitulation sous les trois jours. Le simple fait qu'après de pareilles déclarations, le gouvernement Negrin, par respect de l'ordre républicain et bourgeois, se traîne aux basques de cette canaille, et que tout en Espagne républicaine soit suspendu à sa décision, montre assez que les dirigeants « républicains » n'ont pas d'autre perspective que la capitulation.

La seule concession qu'ils visent maintenant à obtenir c'est l'amnistie. C'est aussi sur ce point qu'ont roulé les conversations Bérard-Jordana. Sur ce point le refus des franquistes est total. Ils sont prêts à accorder une amnistie de leur crû. Ils laissent d'ailleurs entendre que l'Angleterre doit voir avec sympathie la répression des éléments communistes et révolutionnaires.

La répression s'abat pendant ce temps avec rage sur la Catalogne. Les arrestations sont opérées par milliers, les exécutions par centaines ; des dizaines et des dizaines d'ouvriers révolutionnaires sont fusillés. Jusqu'à présent aucun dirigeant ouvrier et à plus forte raison aucun politicien bourgeois n'a été frappé : ils ont pris le temps de fuir. Et pourquoi Franco n'accorderait-il pas cette amnistie-là, l'amnistie aux canailles libérales et républicaines, la répression sauvage contre le mouvement ouvrier ? Pourquoi Londres et Paris n'acquiesceraient-ils pas à cette amnistie-là ? Pourquoi Negrin, Azana et autres Postella Velladares n'accepteraient-ils pas cette amnistie-là ?

Sur la question des alliances Burgos entend aussi ménager l'avenir. Jordana a déclaré qu'effectivement Franco ne tenait à s'engager vis-à-vis de personne et que pour cette raison il ne pouvait pas s'engager vis-à-vis de Londres à ne pas s'engager vis à vis de Rome. Dans le même temps d'ailleurs le frère de Franco déclare à Lisbonne . « *Nous devrons nous efforcer dans l'avenir de resserrer davantage avec l'Italie cette fraternité de sang et d'armes en faisant coincider les intérêts nationaux des deux pays* ».

(*Lire la suite page 2. 3e colonne*)

La répression continue...

Chaque jour de nouvelles condamnations contre les grévistes

Après l'enterrement de l'amnistie qui devait consacrer « l'apaisement » et « l'union française », des tribunaux correctionnels prononcent chaque jour de nouvelles condamnations contre les ouvriers grévistes.

A *Dieppe*, le secrétaire de l'Union des Syndicats, Dufriche avec les secrétaires de syndicats *Ducroquet, Deloby, Dréano* et cinq camarades dockers sont condamnés à des peines de quatre mois à huit jours de prison ferme.

Pour avoir refusé de se soumettre à la réquisition, le cheminot *Bremond* est condamné à un mois de prison à *Marseille*. Après le mouvement des chantiers de la Seyne, le tribunal correctionnel de *Toulon* distribue des amendes à neuf métallurgistes qui devront payer un franc de dommages-intérêts aux féodaux de la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée.

A *Melun*, pour entraves à la liberté du travail, *Camille Marceau*, de l'Union départementale de Seine-et-Marne et six poseurs de rails sont condamnés à la prison avec sursis.

A *Paris*, la quatorzième chambre correctionnelle distribue trois mois avec sursis au conseiller municipal de Maisons-Alfort, *Gaston Rauvet* et à sa femme pour faits de grève.

A *Laon*, trente conducteurs de tracteurs de la Compagnie générale de la traction des voies navigables sont condamnés à des amendes pour avoir suivi l'ordre de grève le 30 novembre.

A *Lyon*, vaste procès anti-ouvrier en cours. Le secrétaire national du Bâtiment, *Labrousse*, le secrétaire adjoint du cartel, les secrétaires des syndicats des terrassiers, des maçons, des charpentiers sont poursuivis pour leur action syndicale dans le mouvement du bâtiment de l'automne dernier. A la suite de ce mouvement une vingtaine de militants avaient déjà été condamnés à des peines de un à six mois fermes pour leur seule participation aux piquets de grève.

Aujourd'hui le patronat et la justice de classe s'attaquent aux « meneurs », c'est-à-dire aux responsables syndicaux mandatés par les travailleurs.

A *Douai*, la cour d'Appel a confirmé le jugement de Valenciennes qui infligeait cinq mois de prison ferme au maire de Marly, *Carpentier* et deux mois et demi à *Boursier* pour avoir mis les locaux municipaux à la disposition des grévistes.

A *Paris*, cinq manifestants victimes des provocations policières à la manifestation du 12 février, place de la République sont condamnés par la quatorzième chambre à des peines variant de six jours à dix jours de prison. Le patronat et la justice de classe redoublent leurs coups contre les militants du rang et contre les cadres syndicaux. Pour leur barrer la route, il faut exiger l'amnistie.

La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire poursuivie en correctionnelle

Chaque semaine maintenant, la répression bourgeoise s'abat sur nos organisations. Cette semaine c'est notre camarade *Stève*, un des meilleurs et des plus actifs militants de notre *Jeunesse Socialiste Révolutionnaire* qui est poursuivie devant la *douzième chambre* du tribunal correctionnel.

L'inculpation rituelle de provocations de militaires à la désobéissance « est retenu contre lui. Le prétexte des poursuites est l'affiche de la « Jeunesse socialiste Révolutionnaire » : « *Cette guerre n'est pas notre guerre* » placardée par les jeunes ouvriers de notre organisation sœur au mois d'avril de l'année dernière pour dénoncer la campagne d'excitation chauvine préparée par la bourgeoisie.

Les événements de septembre devaient démontrer la justesse et la clairvoyance de nos jeunes camarades sur qui s'acharne d'autant plus rageusement la répression.

Tous les jeunes travailleurs, les militants des jeunesses psopistes, anarchistes, socialistes et communistes doivent se rassembler pour faire front contre les pourvoyeurs de prison.

Quant à nous, les coups redoublés ne nous feront pas lâcher prise. Mais les travailleurs vont-ils laisser frapper longtemps encore l'expression de leurs intérêts de classe contre la guerre et l'exploitation capitaliste ?

Secours International — Solidarité et Liberte
169 bis, rue Marcadet, Paris (18e)

Des Vivres, des Vêtements, DE L'ARGENT pour les Camarades Espagnols

L'effort de tous les groupes du S. I. S. L. se poursuit et s'amplifie, pour témoigner la solidarité des ouvriers français avec les réfugiés et les miliciens espagnols.

De très nombreux camarades de la Région Parisienne ont adressé des vivres et des vêtements AU LOCAL DE L'UNION DES CAMPEURS DU 15e 26, RUE DES ENTREPRENEURS. De nombreux colis ont été aussi envoyés de province, du moins des coins qui n'ont pas à soutenir localement des réfugiés. Ces colis ont pris aussitôt le chemin de la colonie du S.I.S.L. à Tarbes.

Des listes de souscription circulent également. IL FAUT QUE CHAQUE CAMARADE S'INSCRIVE, ET VERSE REGULIEREMENT, UNE SOMME, SI MINIME SOIT-ELLE ! Déjà des souscriptions sont rentrées ; une liste de Château-Thierry : 139 francs ; un camarade de Lesdain par Crèvecœur-sur-Escault (Nord) : 50 francs ; Sophie G., collecte à l'Ecole Emancipée : 154 francs ; une camarade de Brignoles : 50 francs ; Alger : 100 francs, etc.

Que chacun suive cet exemple !

Envoyez au S.I.S.L. des vêtements, des chaussons, des vivres, de l'argent. Demandez et faites circuler des listes de souscription pour nos camarades espagnols !

Adressez les colis au local de l'Union des Campeurs du 15e, 26, rue des Entrepreneurs, Paris. L'argent au C.C.P., Suzanne Jubault 2313-31 Paris.

Encore les décrets-lois Sarraut !

3 millions d'hommes sous la menace des travaux forcés

Nous avons dénoncé déjà l'odieux décret du 12 novembre dernier (l'un des décrets Reynaud) qui prévoyait l'organisation de « cantons de surveillance » pour les étrangers frappés d'arrêté d'expulsion, mais qui ne peuvent être reçus dans aucun pays.

Cette sinistre menace vient d'être mise à exécution par l'ouverture, « à titre d'expérience », d'un centre spécial de rassemblement à Rieucros, près de Mende.

L'hypocrisie démocratique officielle présente ce centre comme un essai d'organisation de vie collective par groupes, où seront admis « par bienveillance » ceux qui ont besoin d'une terre d'asile. Mais pour l'aménagement de ce camp, ce n'est pas à des inspecteurs du travail qu'on s'est adressé. On a fait venir de Nîmes un sous-directeur des services pénitentiaires, avec un économe, un commissaire spécial, et quatre inspecteurs. Les étrangers considérés comme indésirables par la police, après être passés par l'Identité judiciaire, y sont parqués, gardés nuit et jour par des inspecteurs armés. Toute sortie des limites du camp est interdite, et d'ailleurs empêchée par des barrages de gendarmerie et de garde mobile. Tout évasion serait punie de 6 mois à trois ans de prison, avec, au bout de trois condamnations, la relègue, c'est-à-dire la déportation à perpétuité à la Guyane, réservée jusqu'à présent aux criminels de droit commun endurcis.

Et pendant leur séjour, qui ne doit finir qu'avec leur mort, les prisonniers seront en outre astreints à des travaux que les journaux bourgeois qualifient « d'utilité publique », mais qui sont ceux du bagne : entretien de chemins, percement de routes, opérations de reboisement, etc... D'ailleurs, c'est sous l'autorité directe de l'administration c'est-à-dire sous la menace du révolver du chaouch.

Ainsi, c'est en réalité un régime de travaux forcés à perpétuité qui est réservé, sous prétexte d'humanité, et « pour ne pas les maintenir en prison », aux réfugiés politiques qu'on ne peut expulser nulle part. La France démocratique, « terre d'asile », vient d'inventer une nouvelle peine perpétuelle, qui frappera, en premier lieu les étrangers révolutionnaires, internés désormais par une simple décision administrative sans même la garantie de publicité qu'offre un tribunal correctionnel. C'est au gouvernement Daladier-Sarraut, tortionnaire des étrangers, que l'on doit cette création. Les ouvriers ne l'oublieront pas !

Dès maintenant, en tous cas, il faut que « l'expérience » du camp de concentration de Rieunos, où déjà une quarantaine de prisonniers sont parqués, mais qui en attend cinq cents, prenne fin. Imposons sa fermeture. Imposons la libération immédiate des réfugiés politiques.

A bas la répression contre les travailleurs étrangers !

Horreurs démocratiques

De Montjuich à Argelès

Un Bolchevich-léniniste espagnol raconte...

— Comment es-tu parvenu à t'échapper ? Le gouvernement « républicain » vous a-t-il libéré avant sa fuite ?

A Montjuich où se trouvaient une cinquantaine de prisonniers révolutionnaires, sous la double direction des agents du SIM (Service d'informations militaires, deuxième bureau gouvernemental qui était une citadelle stalinienne) et de l'armée, aucune mesure ne fut prise pour sauver ces militants de la répression franquiste. Les organisations ouvrières, y compris la CNT et la FAI, ne s'en sont pas occupées non plus, pas même de leurs propres militants qui étaient détenus. Pourtant, depuis plusieurs jours, tout le monde avait la certitude que la ville tomberait sans lutte. Depuis longtemps Montjuich était bombardé plusieurs fois par jour par la flotte et l'aviation fasciste. Des camarades emprisonnés dans des cellules à côté de la mienne furent blessés au cours de ces bombardements.

Qui donc vous a libérés ?

Un groupe de jeunes anarchistes prisonniers de la Jeunesse Libertaire, mais qui travaillaient dans les services intérieurs de la forteresse, se sont imposés à la direction militaire au moment de la panique. Ils se sont emparés des clés et sont allés ouvrir les portes des cellules de tous les camarades qu'ils connaisaient. Une ou deux heure après, la direction de la prison avait fui et nous avons pu sortir.

Des prisonniers sont-ils restés ?

Oui, quoique nous ayont organisé un comité provisoire ; mais il ne connaissait pas tous les camarades. Nous avons essayé de nous mettre en liaison avec le Comité Régional de la C.N.T. qui avait une liste de tous les prisonniers appartenant à la Centrale Syndicale. Il ne nous a pas répondu : passivité complète. Une telle attitude caractérisait toutes les directions ouvrières à un degré encore plus élevé. Ainsi beaucoup de prisonniers révolutionnaires sont tombés entre les mains des fascistes à cause de cette attitude de fuyards et de capitulards qui caractérisait tous les organismes ouvriers du Front populaire espagnol.

Comment es-tu arrivé en France ?

La route de Barcelone à la Frontière, sauf 60 k., je l'ai parcourue à pieds. Je me nourrissais très irrégulièrement, abandonné à la bonne volonté des paysans. Des camarades rencontrés échangeaient des vêtements contre de la nourriture, un habit contre un lapin, une paire de chaussures contre un poulet.

L'exode

Comment la « retraite » s'est-elle effectuée ? Toute la population s'est-elle retirée ou seulement les éléments militaires et politiques ?

La route de Barcelone à la frontière pendant une semaine fut encombrée re pendant une semaine fut encombrée d'une cohue formidable d'hommes, femmes et enfants, à pied, en camion, en charriot, dépourvus de tout ou emmenant tout ce qu'ils possédaient. Des paysant venus de Tarragone fuyaient avec leur bétail. Toute cette population, soumise au danger de l'aviation, aux fatigues de la route, voulait fuir vers la France pour échapper à la domination de Franco. On avait l'impression que toute la population faisait le vide en Espagne devant l'invasion de Franco. A mesure qu'on approchait de la frontière, des refoulés nous renseignaient sur l'hostilité du gouvernement Daladier contre les réfugiés. Tous commençaient déjà à sentir les calamités qu'ils devaient souffrir en France. Ils avançaient quand même vers la frontière et attendaient des jours et des jours sous la pluie avant de pouvoir entrer. Ils préferaient quand même la misère de l'immigration à l'esclavage de la domination fasciste.

La misère des camps

Quelle fut ton impression après ton entrée en France ?

J'ai eu l'impression de passer d'une prison dans une autre. Huit heures après avoir passé la frontière, j'étais enfermé dans le camp de concentration du Boulou. Pendant 48 heures, je n'ai mange qu'un peu de pain que me donnaient des ouvriers français qui passaient sur les routes. Les soldats nous donnaient des coups de crosse. Les trois premières nuits, j'ai dormi au dehors sur le sol sous une pluie battante. Je suis allé voir le médecin avec 40 de fièvre. Je n'ai obtenu de lui que de dormir sur la paille dans une petite ferme, capable de contenir 10 personnes et où s'entassaient 70 femmes et enfants.

As-tu vécu dans d'autres camps ?

J'ai été aussi à Argelès, et dans d'autres camps ; les conditions étaient encore plus mauvaises. Aucun baraquement. On dormait au dehors. Aucune assistance médicale. Un ravitaillement dérisoire. Un cinquième, au plus un quart de réfugiés obtenaient un peu de pain.

Quel était l'état d'esprit des réfugiés ?

La propagande du Front Populaire a pénétré la masse. Ils s'attendaient à un accueil fraternel de la France. Ils pensaient en avoir fini avec les calamités de la guerre, retrouver la liberté, la possibilité de travailler, de se nourrir. Les premiers jours, ils patientaient, attendaient avec calme les mesures qu'ils espéraient du gouvernement. Les jours se passaient et la situation empirait. On battait les gens. Il y en a qui furent tués à coups de crosse. Le vrai visage de la démocratie française commença à être connu de tous. Les miliciens d'Espagne qui pendant trois ans furent dans la presse du Front populaire espagnol des éloges des démocraties occidentales pouvaient désormais ajouter à leur expérience espagnole celle de la démocratie française.

Solidarité Ouvrière

Quel accueil vous a réservé la population en France ?

Les bourgeois et les petits bourgeois ont eu d'abord l'attitude de la **charité chrétienne** tant qu'il ne s'agissait que de quelques volontaires, de femmes et d'enfants ; mais quand l'exode de masse a commencé quand on vit les miliciens entrer dans les villages en chantant leurs chants révolutionnaires saluant du poing, bourgeois et petits bourgeois se montrèrent hostiles. Ils ne manifestaient plus aucune solidarité ; ils refusaient jusqu'à un verre d'eau aux réfugiés. Les ouvriers et les paysans nous accueillaient au contraire magnifiquement, nous donnaient à manger, nous cachaient. Des travailleurs se rendant au travail à bicyclette nous donnaient leur casse croûte, de l'argent. Ils s'opposaient aux perquisitions des gardes mobiles qui recherchaient des miliciens.

Que pensaient les travailleurs de l'attitude du gouvernement et des organisations ouvrières françaises ?

Ils blâmaient énergiquement l'attitude du gouvernement. Je tâchais d'expliquer à certains d'entre eux la responsabilité qui pesait sur les organisations ouvrières. A quelques exceptions près, ils condamnaient toutes ces organisations. Ils comprenaient très bien qu'elles auraient pu beaucoup indépendamment du gouvernement et contre lui pour assurer l'organisation et le ravitaillement des ouvriers, pour organiser une agitation de masse contre le gouvernement et l'obliger à prendre des mesures en faveur des réfugiés. Bien qu'ils fussent tous entièrement sous l'illusion du Front populaire, et pénétrés de chauvinisme, ils nous manifestaient une solidarité de classe réelle.

Chasse aux Trotskystes en Pologne

L'Agence Havas a publié le 14 février la dépêche suivante : « Une action de police est en cours contre des groupements politiques illégaux. Une centaine de personnes ont été arrêtées et 47 arrestations ont été maintenues. L'action policière semble viser surtout des éléments trotskystes. Au cours des perquisitions, des tracts et des proclamations de la IVe Internationale ont été saisis. »

On sait que Moscou a officiellement dissous le Parti Communiste polonais au mois de juillet dernier. Les bolcheviks-léninistes ont alors lancé un appel à la reconstitution du Parti Communiste sur la plate-forme de la IVe Internationale. Ils entreprirent la lutte dans les conditions les plus périlleuses, traqués par la police fasciste, avec laquelle collaboraient les agents staliniens, qui dénoncent nos camarades dans la presse.

Malgré cela, nos camarades faisaient des progrès sérieux. Ils représentent la seule organisation révolutionnaire en Pologne. Ces dernières semaines, la police a entrepris une action répressive encouragée par les provocateurs staliniens. Un certain nombre de camarades ont été arrêtés.

Quelques semaines auparavant, les bolcheviks-léninistes avaient tenu une conférence au cours de laquelle une série de documents avaient été adoptés.

Nos camarades polonais sont à l'avant-garde de la lutte socialiste. Nous devons leur apporter une solidarité entière, et dresser la protestation des travailleurs de France en leur faveur.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Londres - Berlin - Rome et la Conférence Balkanique

Dans notre précédent numéro, nous avons parlé, en termes généraux, des derniers remous dans l'Europe Centrale et les Balkans. Dans la semaine qui s'est écoulée deux nouveaux faits se sont produits :

La chutte du gouvernement Imrédy quelques jours après la promulgation des mesures exceptionnelles contre les nazis hongrois. Quelles seront les répercussions ultérieures de ce changement ?

Le nouveau gouvernement se propose, paraît-il, de continuer la lutte contre le mouvement hitlérien hongrois. Mais au fond ne s'agit-il pas là d'une nouvelle « avance » diplomatique de l'impérialisme allemand aux détriments de son « ami » italien ?

Après la chute de Stoyadinovitch, qui fût un coup dur opporté par Londres contre l'axe Rome-Berlin et surtout contre Rome, Mussolini verra-t-il son jeu en Hongrie sauter en l'air comme ce fût le cas en Autriche ? L'antagonisme germano-italien dans les cadres de l'axe Rome-Berlin, se développe et c'est le parent pauvre, en l'occurrence l'Italie, qui accumule les désillusions.

En même temps la Conférence de l'Entente Balkanique, commencée à Bucarest le 20 février, se déroule dans une atmosphère visiblement embrouillée. Les revendications bulgares (issue sur la mer Egée par le port grec de Dédéagatch) paraissent occuper le premier plan et l'intervention de Londres en faveur de Sofia devient de plus en plus claire. Soulignons un fait caractéristique : Il y a quelques jours, la presse officieuse de Londres annonçait l'intention du roi Georges de Grèce d'effectuer un changement gouvernemental. Metaxas a démenti ces publications, mais le « Daily Télégraph » revint en insistant. En réponse le roi Georges accompagna ostensiblement Metaxas à son voyage à Bucarest jusqu'à Salonique. Il est évident qu'il s'agit là d'un sondage du Foreign Office. Métaxas est avisé ainsi que Londres « ne badine pas » et qu'il doit se soumettre à ses décisions. Mais en même temps Londres sait très bien qu'un changement, du régime actuel en Grèce risquerait de créer dans le pays une situation orageuse qui mettrait en danger les fondements même de la monarchie restituée par l'Angleterre. Le roi Georges est son agent en Grèce Métaxas, malgré sa germanophilie, se trouve dans les tenailles de la diplomatie anglaise et des financiers de Londres. Et comme la solution immédiate du problème de l'issue bulgare. risquerait d'ébranler la situation en Grèce, Londres paraît plutôt décidé d'attendre encore.

Ainsi on doit plutôt prévoir que la Conférence Balkanique constituera un terrain de préparation des esprits et qu'elle n'aboutira pas à des solutions définitives.

Mais en Bulgarie, le mouvement révisionniste et chauviniste augmente nourri par le premier succès que fut le traité de Salonique (reconnaissance à la Bulgarie du droit de s'armer) tandis qu'en même temps on constate un renouveau des mouvements des minorités dans les pays balkaniques et c'est là un point qui doit attirer l'attention mondiale.

Daladier - Chamberlain à genoux devant Franco

(*Suite de la page 1*)

Dans le même temps le remaniement ministériel à Burgos ouvre la voie à un affremissement de la dictature franquiste. D'une part l'autorité est renforcée par le poids plus grand du mouvement phalangiste, d'autre part sa base est élargie vers le centre par la participation d'un ancien collaborateur de Gil Robles. Franco crée ainsi les bases d'un pouvoir fort dans lequel il jouera le rôle de chef et d'arbitre, et tente d'exclure ainsi toute possibilité d'une restauration monarchique.

Ainsi la destinée politique de l'Espagne s'avère de plus en plus parente de celle des pays des Balkans : équilibre instable entre les grandes puissances impérialistes, équilibre entre les classes.

L'Angleterre et à sa suite la France est toute prête à accepter cette solution. La City pense cyniquement que laisser poursuivre la guerre, c'est laisser Rome et Berlin gagner de nouveaux avantages. Faire la paix au plus vite, c'est favoriser la naissance d'un équilibre, que des pressions économiques et diplomatiques pourront ensuite incliner dans un sens favorable aux intérêts de l'Angleterre. C'est pourquoi les organes du grand capital comme le *Times* et le *Temps* insistent sur l'impérieuse nécessité d'une paix immédiate, à tout prix.

⁂

Si le prolétariat espagnol et le prolétariat international ne réagissent pas énergiquement, les derniers jours de l'Espagne républicaine ont sonné. Seule la classe ouvrière pourrait encore mener la lutte : une armée ouvrière, un gouvernement ouvrier, l'organisation des fabrications de guerre par un état ouvrier, la solidarité prolétarienne internationale pourraient seuls sauver la classe ouvrière espagnole du fascisme. Il en est encore temps. Dans quelques jours il sera trop tard.

NOUVELLES D'U.R.S.S.

Avant le XVIIIe Congrès du Parti

Nouvelle orientation de la politique extérieure ou chantage ?

Dans notre dernier article, nous parlions de la stabilisation momentanée du régime stalinien. En dehors de la puissance policière et mythologique qui sont les armes principales de ce régime, quels sont les éléments dont il dispose ?

Dans notre prochain article, nous examinerons les thèses du rapport de Molotov sur les résultats du Deuxième Plan quinquennal et les perspectives du Troisième Plan. Aujourd'hui, nous envisagerons un autre aspect du problème : la politique étrangère de l'U. R. S. S.

Il y a trois jours l'agence Havas transmettait une longue dépêche de Moscou tendant à montrer que l'U.R.S.S. se désintéresse très nettement du sort du « Bloc démocratique » et cherche à se réconcilier avec l' « Axe Berlin-Rome ». La politique de la sécurité collective passe dans le domaine des souvenirs et le correspondant d'Havas souligne l'opinion qu'il a souvent entendue à Moscou et suivant laquelle l'U.R.S.S. a la possibilité, avec les Etats-Unis, de se tenir à l'écart d'un nouveau conflit international. Mais, ajoute le correspondant, l'U.R.S.S. continuera à maintenir une position énergique en face du Japon.

L'évolution des relations soviéto-polonaises, la signature toute récente de l'accord commercial soviéto-italien (qui assure à l'Italie une série de matières premières d'importance stratégique), l'annonce de pourparlers commerciaux (retardés il est vrai) germano-soviétiques et par ailleurs l'attitude intransigeante de l'U.R.S.S. dans la question des pêcheries japonaises (question bien plus importante diplomatiquement qu'on pourrait le supposer à première vue) semblent confirmer la thèse du correspondant d'Havas.

Ce dernier n'a d'ailleurs rien découvert. Depuis plusieurs mois la « Lutte Ouvrière » a montré avec suffisamment de clarté le changement de la position internationale de l'U.R.S.S. et les facteurs qui ont amené le repli sur soi-même de cette dernière. Nous ne reviendrons pas sur ces facteurs, qui **sont ceux de l'échec de la politique** stalinienne de « mise sur les démocraties » et sur le « Fronts Populaires », de la politique d'étouffement de la révolution espagnole et de l'exaltation du chauvinisme. L'U.R.S.S. sortira-t-de son repli pour devenir l'Hinterland, l'arrière du front Berlin-Rome ?

Récemment la « Pravda » et les « Ivestia » ont publié une longue dépêche de Londres sous le titre : « La presse anglaise au sujet du rapprochement germano-soviétique ». Aucun guillemet n'accompagnait le mot « rapprochement » et, fait bien plus caractéristique, aucun commentaire ne suivait la dépêche !

Mais les coquetteries actuelles du Kremlin à l'adresse de Berlin et de Rome ne représentent-ils pas plutôt un chantage envers les « démocraties » ? Le brusque intérêt de l'Angleterre pour l'U.R.S.S. mérite réflexion.

Mais, parallèlement aux manœuvres diplomatiques de la bureaucratie stalinienne, cette dernière cherche à rendre à l'usage une arme qu'elle sait incomparablement plus efficace : l'internationalisme prolétarien. En même temps qu'ils remettent à neuf le paravent léniniste, les hommes du Kremlin repolissent des mots d'ordre depuis longtemps négligés dans la phraséologie officielle.

A l'occasion du 15e anniversaire de la mort de Lénine la « Pravda » a publié sur des pages entières quelques articles sur l'héritage de Lénine », articles qui tous se terminaient par l'exaltation de l' « alliance des travailleurs du monde entier ». De l'article d'E. Jarosloski nous citerons le passage suivant :

« Le communiste Staline nous enseigne la fidélité jusqu'au bout à la cause de l'Internationalisme prolétarien et nous sommes fiers de cette fidélité à la cause de l'alliance fraternelle des prolétaires du monde entier ».

(« Pravda du 21 janvier 1939).

Dans un autre article, un certain Mitine est plus direct encore :

« Dans la guerre future entre l'U. R.S.S. et les pillards fascistes, la classe ouvrière de l'U.R.S.S., s'appuyant sur toutes les conquêtes du socialisme, sur la puissance de l'Armée Rouge, fera tout ce qui est possible pour aider la classe ouvrière des autres pays à se libérer du joug du capitalisme, à vaincre sa bourgeoisie nationale ».

(« Pravda » du 19 janvier 1939).

On comprend d'où vient le besoin pour Staline et Cie de cultiver à nouveau les mots d'ordre de l'Internationalisme prolétarien. Mais l'apparent tournant à gauche annoncé par le camarade Trotsky après Munich ne peut avoir que des bases bien fragiles. L'U.R.S.S. peut-elle compter sur la classe ouvrière internationale après tant d'années de trahison permanente des intérêts de cette classe ouvrière, après tant d'années d'étouffement de toute conscience révolutionnaire, de démoralisation systématique des cadres prolétariens ?

Ainsi, si intérieurement le régime stalinien a retrouvé quelque stabilité, internationalement la position de l'U. R.S.S. res te incertaine. Et sans doute c'est de l'évolution que prendront les événements dans ce domaine que dépendra en définitive le sort de la bureaucratie stalinienne.

On nous communique...

Une Fête Ajiste

AUBERGES LAIQUES
DE LA JEUNESSE (C.L.A.J.)

Club des Usagers de Villeneuve Saint-Georges

C'est le samedi 11 mars à 20 h. 45, Salle de l'Université Populaire de Montgeron que le Club des Usagers des Auberges de la Jeunesse de Villeneuve Saint-Georges, organise sa Grande Fête Ajiste » avec le concours des meilleures vedettes et des artistes de la Scène Auguste et du Club.

Après minuit, Bal jusqu'à l'aube.

5 billets de tombola à 0 fr. 95 donnent droit à l'entrée. Nombreux lots.

Appel est fait à tous nos amis, à tous les jeunes et tout particulièrement aux Campeurs ouvriers et aux Ajistes. Pour cette circonstance, nous nous efforcerons d'obtenir une terrain de camping.

La justice française voudrait étouffer l'instruction sur la mort de LEON SEDOF

Le juge d'instruction *Pagenel* a ren du une ordonnance de non-lieu dans l'instruction qu'il avait ouvert, il y a un an au lendemain de la mort subite de *Léon Sédof* dans la clinique médicale où l'on avait dû le faire transporter d'urgence. Les tentatives criminelles dont *Sédof* était l'objet constant depuis plus de deux années et demi indiquaient clairement dans quelle direction devaient s'orienter les recherches : les noms des espions et des tueurs attachés aux pas de *Sedof* et démasqués après l'assassinat d'*Ignace Reiss* sont connus de la police. Leurs chefs directs ne sont pas non plus inconnus. Une année d'une instruction languissante n'a pourtant rien apporté au dossier et n'a éclairci aucune des circonstances mystérieuses de sa mort : *Les criminels de la Guépéou sont-ils tabous ?*

L'appel interjeté contre l'ordonnance de non-lieu doit avoir un résultat : il faut commencer l'instruction sur les coupables de la mort de *Léon Sédoft.*

LE PROGRAMME DE LA IVe INTERNATIONALE

Compte rendu et documents adoptés par la Conférence de fondation de la IVe Internationale (septembre 1938).

Une forte brochure : 5 francs.

Publications Populaires.

La Conférence Palestinienne

Le mouvement ouvrier juif continuera-t-il à se faire l'instrument de l'impérialisme anglais ?

Nous publions ci-dessous un premier article d'informations sur le conflit judéo-arabe en Palestine.

Nous donnerons la semaine prochaine des informations sur les rencontres à Londres et à Paris entre représentants des nationalistes arabes de différends pays et représentants du mouvement ouvrier juif. Nous publierons en même temps la déclaration distribuée par nos représentants aux représentants des différents partis.

Contentons-nous de souligner dès aujourd'hui :

1°) Que la question palestinienne n'est qu'un des aspects, le plus brûlant de la question de la révolution nationale et agraire dans le proche Orient.

2°) Que la question juive en Palestine ne peut être résolue que si le mouvement ouvrier juif rompt toute attache avec le sionisme et se range délibérément aux côtés du mouvement national arabe.

3°) que l'antisémitisme ne peut être abattu qu'avec le régime capitaliste lui-même.

La Conférence palestinienne de Londres se réunit dans une situation de crise extraordinairement confuse. La tentative de l'impérialisme anglais de faire d'un Etat juif une position avancée d'où elle dominerait tout le proche Orient a échoué.

La City cherche à réajuster sa politique par une collaboration avec les sommets arabes. Le conflit entre juifs et arabes a atteint l'ampleur d'une guerre civile sanglante. En même temps l'opinion publique est émue par la politique antisémite féroce déchaînée en Europe centrale et par le problème des réfugiés juifs; la tension intérimpérialiste enfin montre l'Angleterre tout entière tendue vers la préparation intensive à la guerre.

Il a été impossible de constituer une conférence de la Table Ronde ; il a fallu réunir deux assemblées : une arabe et une juive.

La première est constituée :

1) par les représentants du parti du Mufti de Jérusalem, parti des effendis (gros propriétaires fonciers féodaux) dirigé à Londres par un avocat, Oni Bey Abd el Hadi ; 2) par les partisans à tendance bourgeoise et collaborationiste de Nachachibi ; 3) enfin par des délégués officiels des Etats arabes suivants : Irak (dont le chef du gouvernement est l'auteur d'un plan de compromis), Transjordanie, Arabie Séoudite (Hedjaz) et Egypte.

Les premiers veulent la suppression pure et simple du mandat et de la Déclaration Balfour qui instituait un foyer national juif en Palestine.

Les seconds veulent d'abord s'entendre avec l'Angleterre et représentent plus ou moins directement la bourgeoisie naissante des villes contre les effendis du Mufti et accepteraient éventuellement un compromis économique. Les derniers sont convoqués officiellement pour servir d'intermédiaires bienveillants entre les Arabes et le gouvernement anglais.

La délégation juive représente les juifs de Palestine, les juifs anglais, américains, polonais, etc. En principe, elle défend le droit des juifs à l'immigration en Palestine, mais malgré les déclarations intransigeantes de certains, envisagera peut-être un compromis, tel le partage.

Quels sont les problèmes concrets ?

D'abord le problème purement juif de Palestine : la réglementation ou l'interdiction de vendre du terrain aux juifs ; la limitation des juifs à une proportion donnée de la population palestinienne ; le partage du pays en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe.

La seule énumération de ces trois problèmes montre qu'un accord est impossible.

Une fois encore, le gouvernement anglais cherchera à gagner du temps, à louvoyer, car il ne peut satisfaire aucun des deux côtés sans léser gravement des intérêts impérialistes essentiels.

La préparation à la guerre lui impose absolument l'accord étroit avec le monde juif et exige aussi absolument d'avoir la haute main sur les divers Etats arabes « indépendants » du Proche Orient.

Derrière cette médiation des hommes d'Etat arabes et l'invitation faite aux « représentants » du judaïsme de plusieurs pays, se cache une opération de grande envergure, dont la Palestine, le cas échéant, serait la monnaie d'échange : l'Angleterre arrêterait net l'immigration juive en Palestine et la vente de terrainse et l'on créerait sous son égide ou sous l'égide de l'Egypte (ce qui revient au même) une fédération des Etats arabes, ou, tout au moins, une entente analogue à celle qui a lié à Saadabad la Turquie à l'Iran, l'Irak et l'Afganistan ; et dont la tendance générale est germanophile.

Des tractations actives ont eu lieu en Egypte. Sir Miles Lampson, ministre anglais au Caire, y a joué un rôle essentiel dans la préparation de cette manœuvre. Philby, grand spécialiste de l'Orient, conseiller anglais du roi d'Arabie, a été appelé d'urgence à Londres et cela tendrait à confirmer cette hypothèse.

Bien entendu les délégations juives ne restent pas inactives. Le problème juif exerce une trop grande pression pour que les « dirgeants » puissent s'en tirer par des petits trucs. Le chef de la délégation américaine, pour commencer, a déclaré que toute proposition tendant à arrêter l'immigration leur ferait « refermer les valises et reprendre le bateau ». Mais, de son côté, le **Times** fait déjà appel aux juifs anglais pour s'entremettre pour un compromis et déjà le **Daily Mail** annonce le 14 courant un mirifique plan pour établir dans divers points du globe... 150.000 émigrants. Quand on pense qu'il y a près de 3.500.000 juifs en Pologne, 1 million en Allemagne, autant en Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, on arrive à un chiffre de près de 7 à 8 millions de juifs qui sont condamnés à la mort au compte-goutte et ces... philantropes offrent une île minuscule des Philippines, 1000 émigrants par an en Australie, où il y a moins d'un habitant par km. carré... et autres balivernes.

Comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco

Notre camarade Casanova raconte pour nos lecteurs les derniers jours de Barcelone

Nous publions ci-dessous la suite de l'important interview que notre camarade Casanova a donné à la Lutte Ouvrière.

Tous nos lecteurs en apprécieront la verve, la sûreté de l'analyse et les exemples vivants et nombreux qu'il nous donne.

La semaine prochaine, nous publierons encore une série de discussions portant sur d'autres aspects de l'expérience espagnole, puis nous réunirons le tout, avec des compléments, en une brochure de prix modique.

Tirer la leçon de l'expérience espagnole, voilà aujourd'hui la tâche principale de l'avant-garde ouvrière de France.

En éditant cette brochure si vivante et si pleine d'enseignements, nous ne nous adressons pas seulement à nos lecteurs habituels, à nos sympathisants, mais aussi et surtout à nos camarades du PSOP, du POUM et aussi aux nombreux anarchistes que ne satisfont pas les explications de leurs leaders.

Avec des variantes, l'histoire se répète. L'expérience de nos camarades espagnols c'est aussi la nôtre.

Le parti révolutionnaire d'Espagne relèvera la tête, à condition de savoir corriger ses erreurs, faire un bilan sincère, et se préparer aux nouvelles luttes avec une confiance renouvellée.

Notre P.O.I. l'aidera de toutes ses forces dans ce sens. — V.

L'armée républicaine

— Nous connaissons les effets de la politique du Front Populaire, parce qu'ils sont les mêmes en France, mais le gouvernement républicain disposait tout de même d'une armée, qui avait résisté victorieusement à Madrid, engageait parfois des opérations avec succès, comme à Belchite, Téruel, sur l'Ebre, etc., avec un commandement unique. Le retour aux conceptions bourgeoises a-t-il eu pour effet un renforcement de la valeur (discipline, coordination, moral) de l'armée républicaine ?

— Ah oui !, répond notre camarade. « **Mando unico** » (le commandement unique), tel était le mot d'ordre, du reste juste, des staliniens et de tous les républicains, socialistes compris. On faisait ressortir même le service énorme qu'il a rendu pendant la « Grande Guerre » aux Alliés. Mais on oubliait qu'en Espagne, il s'agissait d'une **guerre civile.**

Le commandement unique était nécessaire, (et même urgent au début), mais on avait besoin d'un état-major prolétarien et révolutionnaire, dévoué à la classe ouvrière et sous son contrôle.

Au contraire, l'Etat-Major était composé de quelques officiers supérieurs de la monarchie, comme le général Pozas, plus tard limogé dans des circonstances mystérieuses, après la débacle d'Aragon, et qui est rentré en grâce en chantant les louanges du « grand Staline » ; d'autres, dont le « républicanisme » ne s'est pas révélé sûr en toutes circonstances, et de nouveaux venus qui étaient prêts à recevoir des médailles et à accéder au grade de lieutenant-colonel ou même de colonel, mais qui, au moment du danger, passaient avec les plans chez Franco. Il y avait évidemment dans l'Etat-Major des hommes honnêtes et dévoués, mais ils étaient une infime minorité.

Il fallait un commandement unique procédant avec une mains de fer, mais un commandement comme celui de Léon Trotsky en 1917-1921 en Russie. Pour cela, il fallait un pouvoir révolutionnaire, une dictature du prolétariat et un parti révolutionnaire conscient de sa tâche à l'image du parti bolchevick de 1917. Tout cela n'existait pas en Espagne.

Il a été prouvé théoriquement et maintenant, hélas, aussi empiriquement, qu'en Espagne une armée forte, expression d'un pouvoir fort, n'était possible que sur la base fasciste ou sur la base de la dictature du prolétariat. Le gouvernement de Négrin n'a pas su créer une armée forte et coordonnée. Evidemment, il ne s'agit pas de Négrin personnellement qui n'est que l'expression d'un certain rapport temporel des forces entre les différentes classes sociales et courants politiques, mais de toute l'orientation vers la république démocratique.

Veux-tu une preuve de la faillite des docteurs du Front populaire en matière militaire ? En voilà une, et de poids.

Dans les discours officiels on disait toujours : « Finie, la période des milices chaotiques de la première période romantique de la révolution, de ces maudites « tribus » ! (11). Enfin, nous possédons une armée régulière, disciplinée et organisée. De nouveaux cadres — ajoutait-on — sont créés ». Seulement, quand venait le moment du danger, tout ce château de cartes tombait... et on faisait appel aux organisations ouvrières... aux maudits comités (prétendue source du gâchis) et aux volontaires. Cela s'est répété deux fois. Au mois de mars-avril 1938, quand Prieto a fait appel aux 100.000 volontaires pour l'armée et aux 50.000 pour les travaux de fortification. C'était dans les locaux des organisations, des partis, qu'on engageait, comme dans la maudite période des milices. Et cela s'est encore répété, fin de décembre 1938 : on a fait appel aux volontaires et aux organisations.

L'importance du facteur idéologique dans la guerre civile

Tu sais — poursuit Casanova — et j'ai pu l'expérimenter au front dans la tranchée et pendant les attaques, que les meilleures armes ne valent pas grand'chose quand il n'y a pas des hommes prêts à se sacrifier et à se faire enterrer plutôt que de céder du terrain à l'ennemi. Oui, il faut des hommes, dans l'Etat-Major, comme je l'ai déjà expliqué, mais aussi des hommes sur le terrain pour manier les fusils, les mitrailleuses, les bombes à main, le mortier, l'artillerie légère et lourde, les tanks et aussi des avions.

Le matériel sans l'homme ne vaut pas grand'chose, surtout, j'y insiste, dans une guerre civile où le gouvernement qui a devant lui la tâche de lutter contre la réaction ne dispose pas d'un appareil de contrainte fonctionnant depuis des décades, comme dans une guerre impérialiste, où il doit créer un nouvel organisme de toutes pièces. Dans une guerre civile, le soldat doit savoir pourquoi il lutte, il doit être convaincu que c'est pour sa classe, pour que sa femme et ses enfants connaissent un monde nouveau, meilleur. Alors il se lance avec des bombes à main contre l'ennemi plus armé, enlève des positions imprenables et inflige des coups mortels à l'ennemi au sein duquel il sème la démoralisation et la panique.

Oui, continue Casanova, je les vois en ce moment, mes camarades du bataillon, à l'assaut pendant l'offensive de Belchite, par exemple. Je vois mon lieutenant Ferrer, tué à Codo (12) en conduisant sa section à l'attaque du parapet des requêtes. J'entends ses ordres : « Fuego ! (Feu !) et « Adelante ! » (En avant !) à notre section composée en majorité de membres des Jeunesses Libertaires. Ah, oui ! pour prendre une tranchée le feu de l'artillerie et des mitrailleuses, si l'ennemi s'obstine à l'aviation ne suffit pas. Il faut qu'après un feu nourri de lartillerie et des mitrailleuses, si l'ennemi s'obstine à ne pas abandonner la position, l'infanterie aille l'en déloger à coups de fusil, de grenades et à coups de baïonnettes.

Mes camarades des Jeunesses Libertaires savaient pourquoi ils se battaient. Ils haïssaient la vieille Espagne du fond de leur cœur enflammé. Ils haïssaient les bourgeois, mais surtout l'Eglise et les curés, — symbole de l'oppression moyennâgeuse, — et ils luttaient pour un monde où leurs pères, métallurgistes, serruriers, tourneurs ou simples dockers, seraient les maîtres. Ils allaient à l'attaque en chantant : « Hijos del Pueblo » (Fils du peuple) et « Arroja la bomba ! » (Que la bombe explose !), chants anarchistes

Mais nos adversaires, il faut le rappeler, n'étaient pas des mercenaires comme dans d'autres secteurs, des Italiens ou des Allemands ou des Marocains venus en Espagne afin d'y trouver les villages à piller et les femmes à violer. C'étaient des Requêtes, animés d'une flamme et d'un fanatisme qu'inspirait leur profonde foi catholique. Ils luttaient pour le « Cristo Rey » (Le Christ Roi) et pour la Sainte Vierge contre le diable rouge incarné dans les « marxistes ».

Voilà les inscriptions que j'ai notées le 26 août 1937 après le « nettoyage » de Codo, où nous étions entrés la veille dans les tranchées conquises : « Viva el Cristo Rey ! » (Vive le Christ Roi !), « Vienen los marxistas ! Coraje ! » (Les marxistes viennent ! Du courage !) et encore celle-là : « Quando matas un rojo tienes un ano de purgatorio de menos ! » (Quand tu tues un rouge, tu as un an de purgatoire de moins à faire). Ils se défendaient jusqu'au bout, jusqu'à la dernière cartouche, encerclés complètement et ils étaient seulement trois cents environ à défendre Codo et nous peut-être deux mille ou plus.

Ils récitaient plusieurs fois des prières dans la journée et attendaient les secours de la Sainte Vierge et ceux, plus matériels, de la cavalerie maure. Voyant mercredi soir que l'aide ne venait ni du ciel ni de la terre (la cavalerie qu'ils aperçurent de loin et qui s'approchait vers Codo n'était pas celle des Maures, mais la cavalerie republicaine), ils tentèrent d'utiliser la dernière planche de salut : une sortie forcée. On vit d'un seul coup une ruée d'hommes sortir de l'église et dévaller la colline. Nos mitrailleuses commencèrent à fonctionner. Beaucoup ont été tues ou fait prisonniers (13).

Je me suis permis cette digression — intercale Casanova — afin de souligner encore une fois que dans une guerre civile, la seule guerre juste et sacrée du côté des opprimés, de ceux qui sont porteurs du progrès et des valeurs humaines nouvelles, on se tue parfois avec un acharnement particulier et avec un fanatisme sans exemple.

Donc, je répète, les hommes et les idées, surtout les idées, jouent un rôle primordial. Que les révolutionnaires ne l'oublient pas dans les combats à venir et qu'ils ne se laissent pas influencer par les soi-disant réalistes qui, d'une façon savante mettront en avant seulement les problèmes de la technique militaire.

Pouvait-on désagréger l'armée franquiste ?

Si mes camarades du bataillon étaient animés d'une idéologie révolutionnaire, quoique confuse, nos hauts parleurs, à Matamala, par exemple, faisaient de la propagande platement réactionnaire qui parfois ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle de Franco, et qui ne pouvait démoraliser l'armée adverse et en tout cas ne pouvait pas y provoquer des révoltes. On criait : « Somos de la raza espanola ! » (Nous sommes de la race espagnole !). On voulait prouver qu'on est plus « espagnol » que Franco.

Une politique révolutionnaire pouvait faire pénétrer « la peste bolcheviste » même parmi les éléments les plus retardataires et les plus réactionnaires. N'a-t-on pas vu au cours de la révolution russe, même les détachements cosaques passer à l'armée rouge ?

Pourquoi en Espagne n'a-t-on pu assister au même phénomène ? Le fanatique requeté avec son Cristo-Rey était il impénétrable à la propagande révolutionnaire ? Pas le moins du monde. Certes, il aimait la Sainte Vierge, mais il aimait aussi d'autres vierges et en général des choses plus matérielles. Il était catholique fervent. Oui, mais il était aussi paysan, toujours roulé, toujours exploité. Que lui a donné la république démocratique, même sous la présidence de M. Azana et même quand Largo Caballero était ministre (et il l'était déjà en1931) ? La misère et les balles. Or, que lui promettait contre Franco le Front populaire ? Le maintien de la même république. Cette république, c'est vrai, on la lui promettait meilleure et plus juste. Mais n'a-t-il pas entendu déjà la même musique et les mêmes promesses ?

Et le Marocain, que lui promettait le Front populaire sous Négrin et aussi sous Caballero, Hernandez et sous le terrible « anarchiste » Garcia Oliver ? Indépendance nationale, par hasard ? Seul un trotskyste criminel pouvait penser à cela ! Les sages et réalistes dirigeants et ministres du Front populaire ne faisaient que des déclarations sur le respect de traités et sur l'intangibilité du protectorat, c'est-à-dire sur l'intangibilité de l'esclavage du Maroc espagnol.

Cela ne rassurait pas complètement Chamberlain qui était plus sûr avec Franco, mais n'était pas de nature à enthousiasmer le Marocain. Etre esclave sous Franco ou sous Négrin, c'était pour lui un peu pareil. Il avait peut être tort, dira un malin. Peut-être ! Car pour nous aussi, le régime de Négrin est moins mauvais que celui de Franco. Mais Ben Mahomed n'était pas fort en sociologie. Malgré sa roublardise dans ce cas précis il pensait à peu près comme Staline c'est-à-dire avec ses pieds : la social-démocratie et le fascisme étaient pour lui non des antipodes, mais des jumeaux (14).

Et les « volontaires » italiens et allemands ? Etaient-ils tous des fascistes enragés par hasard ? Je ne le crois pas. Certes, il y avait parmi eux des vendus et aussi de enthousiastes d'un autre Cristo-Rey : Hitler et Mussolini, mais le gros, c'était à peu près comme le gros du genre humain, c'est-à-dire des gens trompés. Et leur disait-on qu'il n'y a plus des Français, des Allemands, et des Italiens, mais tout simplement des prolétaires et que l'on luttait pour une République Universelle ? Leur disait-on, comme Jaurès, que le mot « étranger » n'a aucun sens pour le prolétariat ? Non !

— Hélas depuis quelques années chez nous en France aussi le Front populaire travaille jour et nuit pour rendre les ouvriers français plus patriotes et plus chauvins.

— Et bien ! là-bas c'était pareil. On disait qu'on luttait contre les étrangers et pour une Espagne libre, forte et heureuse. L'Italien et l'Allemand amené par force en Espagne par les bandits fascistes réagissait comme il fallait s'y attendre, il se fortifiait dans ses préjugés nationalistes. Si les autres luttent pour que l'Espagne soit forte, ne dois-je pas, mois, lutter aussi pour que l'Italie soit forte ? Après tout, ne suis-je pas Italien ?

Et les ouvriers, car il y en avait dans l'armée franquiste, quand ils apprenaient qu'on luttait pour le retour à la même république où la propriété capitaliste sera sacrée, comme ils l'avaient connu ; quand ils apprenaient non seulement par le canal de la propagande fasciste, mais aussi par l'intermédiaire des prisonniers de guerre, qu'à Barcelone la CNT était persécutée, tout cela ne pouvait pas les prédisposer à risquer leur vie et à se révolter contre la discipline de l'armée franquiste.

Il est vrai que des soldats, parfois même des petits détachements, passaient dans nos rangs, mais c'était surtout à cause de passagers revers militaires de Franco.

Mais de vrais révoltes, au cours de ces derniers deux ans, il n'y en eut pas. C'est frappant, mais cela ne peut étonner que ceux qui ne comprennent pas que pour qu'une révolte se produise dans une armée, il faut qu'elle soit travaillée de l'intérieur et aussi de l'extérieur par une propagande révolutionnaire et non par les litanies sur « le gouvernement légitime ».

Certains veulent expliquer le fait qu'il n'y a pas eu de révolte chez Franco par la terreur.

Comme si les ouvriers étaient par leur nature une race d'esclaves !

Les chefs du Front populaire ignorent que la propagande révolutionnaire est plus forte que toutes les terteurs et tous les appareils. Un jour ils l'apprendront !

La terreur ne régnait-elle pas aussi dans les armées blanches en Russie ? Les Japonais pendant leur occupation de la Sibérie ont-ils été des anges, ne commettaient-ils pas des atrocités dont le rappel fait aussi frémir ? Le armées de la France démocratique ne pendaient-elles pas à Odessa, ne torturaient elles pas ? Et les corps expéditionnaires d'un autre démocrate et très Front populaire, Mr. David Lloyd George, ne commettaient-ils pas des atrocités ?

Ouvrez les dernières pages de **Jimmie Higgins,** d'Upton Sinclair et vous verrez le propagandiste bolcheviste torturé par les démocratiques représentants du corps expéditionnaire de Sa Majesté le roi d'Angleterre. Et ce n'était pas seulement une image littéraire !

Mais malgré les tortures, « la peste bolcheviste » pénétrait partout, et disloquait non seulement les armées blanches, mais aussi les corps expéditionnaires étrangers: français, anglais, tchécoslovaques, etc...

D'où venait cette force magique qui existait en Russie et qui manquait en Espagne ?

Elle venait **de la force d'attraction de la révolution prolétarienne.**

Tout cela montre que le langage mou et la politique pourrie de la démocratie bourgeoise et du Front populaire étaient incapables de disploquer et de démoraliser l'armée fasciste composée des éléments précisément faciles à gagner : les paysans exploités, les esclaves coloniaux, et même les Allemands et les Italiens luttant pour une cause qui n'était pas la leur.

Tu vois — insiste Casanova — pour ces charlatans du Front populaire tout est difficile et ils essayent même de persuader le prolétariat qu'il est impossible d'abattre le régime capitaliste, parce que les capitalistes ont à leur service les fascistes, les tanks, une quantité indéfinie d'avions, etc... Ils oublient seulement de se regarder dans la glace et d'ajouter que le capitalisme se maintient surtout parce qu'il a des valets qui s'appellent Blum, Staline, Thorez, Négrin et Comorera.

Encore une fois la technique

— Mais ne négliges-tu pas trop la technique tout de même ? Certes, l'homme c'est important, mais que peut-on si on manque, contre un adversaire puissamment armé et aidé par l'étranger, avec des tanks, de l'artillerie et surtout de l'aviation ? On est impuissant, tu as dû t'en convaincre, vieux, au front ?

— Non, la technique, je ne la néglige pas. Tu as mentionné l'aviation, puissante arme dans la guerre moderne. Elle nous manquait par exemple à l'attaque de Quinto le 15 juillet 1937. Nous sommes sortis et nous étions déjà bien près des tranchées franquistes, mais les avants-postes ont manqué de balles, notre artilerie travaillait un peu, c'est vrai, mais de l'aviation, tu n'en voyais pas. Elle se promenait en ce moment peut-être à Barcelone, peut-être ailleurs. On a reculé le soir même à la tombée de la nuit.

Ce cas de l'attaque ratée de Quinto (15) ressemble à bien d'autres opérations du même genre sur le front d'Aragon, au cours des années 1936 et 1937. Tu as sûrement — continue Casanova — dû entendre — continue Casanova — parler de ce genre d'opération.

— Je ne comprend pas bien à quoi tu fais allusion. Expliques-toi mieux.

— Et bien quand sur le front d'Aragon prédominaient les bataillons de la CNT, de la FAI et aussi du POUM, le gouvernement central de Madrid et ensuite de Valence où prédominaient déjà les staliniens et les ministres cénétistes, laissait faire, sabotait pour des raisons faciles à comprendre chaque opération militaire. Il ne voulait pas que les miliciens de la CNT-FAI et du POUM entrent à Huesca et Saragosse. Cela aurait augmenté le poids spécifique et l'importance du secteur révolutionnaire et par conséquent représentait pour Prieto, Négrin et Comorera qui dans les coulisses préparaient déjà pour le compte du capitalisme international la nouvelle combinaison ministérielle, un danger aussi grand que Franco.

(Lire la suite page 4)

Leçons d'une défaite

Une interview de F. MUNIS

Crois-tu que les causes de la chute de Barcelone soient strictement militaires, et seulement dues, comme l'écrit en France la presse du Front populaire, à la formidable supériorité des franquistes en armements ?

Cette supériorité est incontestable. Elle était même beaucoup plus forte qu'on ne le croit communément, en dépit de l'aide soviétique et grâce aux responsabilités qui chargent sur ce point les organisations ouvrières espagnoles et internationales. Mais les raisons profondes de la débacle catalane, comme de toutes les autres défaites gouvernementales au cours de la guerre civile, ne peuvent être trouvées que dans la politique du bloc gouvernemental du Front populaire. Il faut se rendre compte que cette politique visait depuis le 20 juillet 36 à affaiblir les conquêtes du prolétariat. Militairement malgré la propagande du Front populaire, cette politique n'a pu créer qu'une « discipline » au sens bourgeois du mot, mécanique et répressive, sans donner aux soldats ni organisation ni capacité technique ni non plus la solidarité d'une armée bourgeoise. Les résultats concrets furent le monopole de tous les postes de commandements par des arrivistes dépourvus de toute capacité militaire, ce qui entraînait une discipline ne s'exerçant contre les soldats que pour maintenir les privilèges des parvenus. Tandis que les vrais prolétaires qui avaient fait l'expérience de la guerre et y avaint acquis des capacités militaires restaient simples soldats ou se trouvaient relégués à des postes inférieurs. Les soldats avaient le sentiment que l'organisation de la fameuse « armée populaire » ne se faisait que pour garantir les privilèges des parvenus et de la caste militaire pour refreiner toute activité politique à la base. Aux moments décisifs et dangereux, cette organisation aboutissait inévitablement à la fuite du commandement ou à son passage à l'ennemi, à la débâcle des troupes, qui se sentaient trahies, à une retraite chaotique, à d'innombrables pertes de matériel dues beaucoup plus à l'incapacité ou au défaitisme du commandement militaire « populaire » qu'à l'avance ou à la capacité de l'ennemi. Sur l'attitude caractéristique des militaires professionnels on peut citer le général Rojo, officier professionnel, commandant au début de la guerre et responsable direct de la défaite de Borox, Illiesca et Gétafé, avec le général Puydengolas. Les comités des miliciens les jugèrent tous les deux responsables de trahison concertée. Ils arrêtèrent Puydengolas et le fusillèrent. Ils prononcèrent le même verdict contre Rojo qui put s'enfuir et se cacher au ministère de la guerre sous la protection de Largo Cabellero. Il n'en sortit que pour devenir... Chef d'Etat-Major. D'innombrables autres exemples du même genre pourraient être cités pour caractériser l'attitude des militaires professionnels restés « fidèles » à la « République ». Au début, ils trahissaient délibérément. Quand ils constatèrent la politique résolument anti-ouvrière et contre-révolutionnaire de Négrin, ils purent manifester plus de fidélité à la bourgeoisie. Le prolétariat ne leur en marquait pas moins de méfiance. La fidélité au Front populaire ne signifiait plus pour eux que la fidélité à la bourgeoisie qui réprimait les ouvriers. La trahison se trouvait canalisée dans une voie plus strictement politique.

Ce que tu dis est étonnant. La presse stalinienne nous donnait pourtant l'impression d'un renforcement du commandement militaire, passés les premiers mois de la lutte.

En Espagne, en dépit de la propagande stalinienne et de la censure qui étouffait toute expression libre, chacun pouvait se rendre compte, non seulement de l'incapacité militaire du haut commandement, mais aussi de son incertaine loyauté envers le gouvernement. Pour ne citer que le cas le plus connu, je te rappelle le cas d'**Antonis Guerra,** commissaire général de l'armée du sud, membre du P.C. espagnol et de Borribar, député communiste, responsables principaux de la chute de Malaga. Naturellement le procès de Borribar n'est pas encore terminé. Le gouvernement Négrin dût ouvrir un procès contre ce dernier, tandis que le premier resta à Malaga où il devint le bras droit de l'inquisition franquiste dans sa répression contre les ouvriers.

Autre exemple. Avant la prise de Bilbao, les deux chefs de la fameuse « ceinture de fer », fortifications qui entouraient la ville, passèrent aux côtés de Franco qui se trouva ainsi connaître beaucoup mieux le plan des fortifications que le commandant de l'armée gouvernementale.

Enfin, au cours de l'offensive contre Saragosse toute une partie de l'état-major gouvernemental, qui apartenait tout entier au Parti Communiste, déserta et rallia Franco alors que le gouvernement avait dépensé des millions pour acheter les officiers franquistes. Mais Franco découvrit le coup, fusilla les officiers compromis et acheta les officiers gouvernementaux. C'est ainsi qu'échoua l'offensive vers Belchite après d'énormes pertes en hommes et en matériel.

Outre le haut commandement, les cadres subalternes étaient encore pires. De tels cadres ne pouvaient permettre de forger une armée capable de vaincre.

Ce qui s'est passé dans l'armée ne fait que refléter la situation générale du pays, les rapports de force qui existaient entre les classes. Sans base de classes, pas d'armée. Or, en dépit de ses efforts, le gouvernement de Front populaire n'avait pu gagner la confiance de la bourgeoisie nationale et internationale. Son armée devait donc nécessairement refléter l'inconsistance qui résultait pour elle de l'absence de fondement social, elle ne s'appuyait ni sur la bourgoisie, ni sur le prolétariat. L'armée espagnole, comme expression de la classe dominante, était l'armée de Franco. Notre armée ne pouvait être que l'armée rouge du prolétariat. Pour pouvoir lutter contre le prolétariat et la Révolution Socialiste, le gouvernement supprima toutes les conditions qui auraient pu permettre la victoire militaire sur l'armée de Franco.

(à suivre).

---

(11) C'est ainsi que le stalinien Comorera a qualifié les héroïques colonnes de Durruti, Jubert, Rovira, parties en juillet 1936 en direction de Huesca et Saragosse. Au point de vue d'organisation il y avait du vrai dans le définition de Comorera, mais les « tribus » luttaient héroïquement, tandis que son Ejercito Popular était commandé par des traitres.

(12) L'attaque du Codo eut lieu le 23-25 août 1937.

(13) Dans Codo nous avons trouvé une grosse quantité des « bojnes rojas » (bérets rouges) et... aussi des munitions françaises livrées à Franco malgré la non-intervention sous le gouvernement Léon Blum, s'il vous plaît.

(14) « La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux », la géniale et très réussie phrase de Staline qui était la base « théorique de la fameuse politique du « social-fascisme » qui a permis l'installation de Hitler au pouvoir en Allemagne.

(15) Six semaine après, dans les environs de Puebla de Alborton, nous étions dans le terrain conquis ; j'ai lu la presse fasciste qui relatait notre attaque de Quinto du 15 juillet. Elle parlait évidemment de notre échec et aussi « des tanks russes » nés dans l'imagination des rédacteurs du **Héraldo de Aregon,** quotidien de Sarragosse pour les besoins de propagande fasciste.

L'expérience du Front Populaire à l'usine

L'évolution des revendications ouvrières de Juin 36 à Janvier 39

Nous extrayons le présent article du Bulletin Syndical du Parti de Février. La fin en paraîtra dans notre prochain numéro. Les camarades peuvent se procurer le Bulletin moyennant 1 fr. aux Publications Populaires.

⁂

Les 6 derniers mois de 1936 ont vu les ouvriers réaliser ce qu'ils avaient obtenu par les grèves de juin : augmentation des salaires, congés payés, 40 h., délégués, contrôle de l'embauchage. Sur le plan plus restreint de notre usine, conditions de travail beaucoup meilleures. Les rapports avec la maîtrise infiniment moins pénible puisque en fait les sanctions avaient disparu.

Il est nécessaire de dire que tout le personnel était syndiqué. La majeure partie des postes responsables étaient pris par les staliniens, Quelques bons esprits imbus de réalisme se désolaient parce que la production était insuffisante. La direction était accusée de saboter cette production, et par là de torpiller le Front Populaire et la Défense Nationale.

Au mois d'avril 1937, il se passa un fait qui démontre bien la force des ouvriers. A la suite du massacre de Clichy, quelques fascistes ont été mis à la porte par les ouvriers ; la direction admit ce fait.

Vers le mois de juin, l'atelier des études à Argenteuil obtenait la suppression du travail aux pièces et la différenciation des réglements des bons par le salaire horaire uniforme pour tout l'atelier.

A la série et à Clichy les temps alloués étaient suffisants ce qui permettaient un réglement uniforme. Les besoins de la Défense Nationale ne pouvaient cadrer avec les nouvelles conditions de vie des ouvriers ; les staliniens se trouvaient pris entre 2 feux : production accélérée ou position révolutionnaire et bonne condition du travail. Malgré tous les discours ils avaient opté pour la Défense Nationale, par cela même ou put les voir défendre les positions de la direction. Il est naturel que l'état, l'attitude inouie qu'ils avaient adoptée ne pourrait durer indéfiniment. La politique du P. C. qui imprégnait le syndicat des métaux commença à être démasquée par quelques camarades qui bientôt en entraînèrent d'autres derrière eux. Ceci principalement pour l'usine d'Argenteuil. Au mois d'octobre 1937 se plaça la première attaque contre les conditions de travail. Le ministre de l'air P. Cot fit afficher dans toutes les usines d'aviation une note demandant la nomination de délégués ouvriers et techniciens ; ces délégués devaient être élus sous le contrôle de la direction, pour assurer en liaison avec cette dernière un meilleur rendement qualitatif et quantitatif (c'étaient les termes de la note) : cet organisme s'appelait comité consultatif. Ils avaient pour but : amélioration de l'outillage, lutte contre le gaspillage, l'utilisation physationnelles des qualités professionnelles des uns et des autres. Il faut remarquer que ces comités ne pouvaient prendre aucune initiative, ils étaient comme l'indique leur nom simplement consultatif. Notons aussi qu'ils étaient une attaque contre les délégués d'ateliers puisque ceux-ci se trouvaient relégués au second plan pour toutes les questions concernant le travail.

Les responsables syndicaux, principalement les staliniens étaient absolument partisans de ces comités. Au cours d'une réunion commune, ouvriers et techniciens la décision fut prise de repousser ces comités. La minorité avait dû mener une sérieuse bataille. Les élections n'eurent pas lieu. Ce qui précède a trait à l'usine d'Argenteuil ; l'usine de Clichy ou l'influence stalinienne n'avait pas diminué vota la réalisation de ces comités, ce qui dans la pratique se traduisit par une augmentation de la production. Les 40 heures subirent une première attaque vraiment sérieuse. A la suite des fêtes du 1er et 11 novembre 38, la direction demanda à la délégation ouvrière de faire récupérer les deux jours de fêtes. Au cours d'une réunion qui eut lieu à ce sujet, malgré les efforts nourris des dirigeants syndicaux le principe de la récupération fut repoussée à une très grosse majorité.

Bien qu'une réunion générale se soit prononcée, les responsables firent circuler un referendum dans l'atelier. Ce referendum absolument contraire à toute démocratie syndicale confirma la la position prise par l'assemblée générale.

La direction par une note affichée nous apprit que le ministre était avisé de ce refus. Il est bien évident que la position des responsables syndicaux de Clichy était identique à celle de leurs camarades d'Argenteuil. L'opposition là était faible et ayant eu le tort de ne pas placer tous les problèmes sur un terrain politique, ne put empêcher cette atteinte aux 40 heures.

Notons que depuis cette période jusqu'aux grèves de fin novembre 1938 il n'y eut pas de récupération de fêtes à l'usine d'Argenteuil tandis que toutes les fêtes étaient récupérées à l'usine de Clichy.

Si nous restons sur le plan des conditions de travail, nous avons vu la maîtrise reprendre de l'influence depuis l'automne 37. Elle s'y prit d'une manière indiscutablement habile n'avançant qu'avec précaution. Petite observation ça et là qui devinrent plus sérieuses devant le peu de réaction provoqué. A noter que d'une façon beaucoup mieux que l'usine de Clichy. Au mois de janvier 1938 les camarades qui passèrent d'Argenteuil à Clichy trouvèrent la maîtrise beaucoup plus stricte et la surveillance plus étroite.

Sur le plan des salaires, il y a beaucoup d'analogie. Les réajustements en juin furent obtenus rapidement : la sentence Villette se fit attendre ; quant à la sentence Brun elle traîna en longueur pour finir par accorder une infime partie de ce qui était réclamé. La direction syndicale présenta ces demis échecs comme des victoires, pour arracher l'approbation des ouvriers elle faisait miroiter des revendications « presque obtenues ». C'est ainsi qu'en janvier 1938 les responsables nous affirmèrent que l'échelle mobile nous était accordé. Au cours d'une réunion générale de tous les usines de la région (SNCA-SE), on nous dit que les ouvriers ne feraient plus de périodes militaires.

UN OUVRIER DE CHEZ LIORÉ

(A suivre.)

Note de la Rédaction

Nous avons dû laisser sur le marbre un article sur la Belgique, un article sur la catastrophe du Bison, une polémique avec Peter Wieden et Dimitrof, faute de place.

D'autre part la note de l'Administration nous est parvenue trop tard pour être insérée.

Syndicalisme et Bolchevisme

(Une réponse à ROFA)

L'apolitisme est aussi une politique, mais inactuelle

La lettre de notre correspondant qui signe *Rofa* appelle une discussion détaillée. *Nous avons souligné en la publiant ce qu'elle contient de juste sur l'appreciation de l'expérience vécue par la classe ouvrière française depuis Juin 36 et sur les résultats catastrophiques de la collaboration de classes, sur les échecs qu'a préparé la tactique de conciliation et de manœuvres de coulisses qu'a menée, la direction stalinienne de la Fédération des métaux.*

Mais puisqu'il ne s'agit pas de répandre en regrets sur le passé, mais le préparer des luttes victorieuses pour l'avenir, il convient de tirer soigneusement les leçons du passé et de proposer des solutions. La solution que propose Rofa c'est le syndicalisme pur. Et il faut le dire franchement : l'expérience qu'ont faite les ouvriers avec le Parti communiste les a rejeté en grand nombre vers cette conception du syndicalisme se suffisant à lui-même *Vous voudrions essayer de montrer en quoi cette attitude est fausse.*

*Le syndicat se donne pour tâche prei*mmédiate du sort des travailleurs, *pour des réformes concernant la durée du travail, les salaires, etc... Il ne peut obtenir satisfaction à ces revendications que par la limitation du profit capitaliste, que par la lutte de classes contre le patronat. Pour cette lutte, il organise le plus grand nombre d'ouvriers qui sont d'accord avec ces objectifs et avec ces méthodes. Il est clair que la grande masse des travailleurs ne vient pas au syndicat sur la base de prêches théoriques ou d'articles de journaux, mais par la constatation dans la lutte de l'efficacité des méthodes de classe pour arracher ses revendications. C'est de cette façon que les masses ont afflué aux syndicats en Juin 36 et cet afflux devait réjouir les révolutionnaires et non susciter en eux des appréhensions sur le niveau de conscience syndicaliste les nouveaux encartés.*

Il fallait, dit Rofa, *faire l'éducation syndicaliste de ces nouveaux syndiqués. « Instruire vaut mieux que gouverner ». Laissons de côté l'écho de l'anarcho-syndicalisme éducateur qui concevait la révolution sociale comme une somme de révolutions intérieures, fruits du progrès des connaissances et de la conscience. Restons en au présent : gouverner s'applique dans ce cas aux méthodes staliniennes. Mais alors il faudrait dire : tyraniser, car la méthode stalinienne consiste à instaurer par les procédés du « milieu », une directive incontrôlée, étrangère à la classe ouvrière qu'elle trahit et à briser la base de l'organisation pour mieux pouvoir régner.*

De même le mot instruire doit être dépouillé de tout arrière goût académique. C'est la lutte qui a amené les masses aux syndicats, c'est la lutte qui doit perfectionner leur éducation syndicale. Et cette lutte n'était possible qu'en opposant au gangstérisme et aux capitulations staliniennes un programme de lutte et des formes d'organisations appropriées : c'est-à-dire une politique inspirée des conditions nouvelles de la lutte. La faiblesse du courant révolutionnaire dans les syndicats a été et reste encore de vivre sur des idées d'il y a 30 ans, les idées d'un parti syndicaliste-révolutionnaire et non sur les formes et la tactique de lutte qu'imposent l'existence d'un mouvement syndical de masse.

Incontestablement la première des fautes a été et reste l'apolitisme, *la limitation aux problèmes purement syndicaux et revendicatifs. Prenons deux exemples. L'un des motifs de politisation des luttes ouvrières par les staliniens a été la question de la non-intervention. Quel ouvrier oserait prétendre que la lutte directe des ouvriers français n'était pas le seul moyen efficace de venir en aide à leurs frères espagnols, de briser la politique d'étranglement de la bourgeoisie française, de fournir aux combattants espagnols les armes dont ils avaient besoin ?*

Le crime des staliniens, ce n'est pas d'avoir lié aux revendications immédiates la question de la solidarité active avec les ouvriers espagnols. C'est d'avoir sur ce terrain, comme sur celui des revendications, mené une politique de diplomatie secrète et de capitulation. On ne peut pas mener une lutte revendicative sérieuse lorsqu'on a pour première préoccupation de s'entendre avec la bourgeoisie et son état-major. On ne peut pas mener la lutte contre l'étranglement de la révolution espagnole par la non-intervention, lorsqu'on a soi-même pour objectif l'étranglement de la révolution, pour rassurer la bourgeoisie internationale. La grève est alors ravalée à un moyen de pression au service des négociations entre les bureaucrates staliniens, représentants la caste dirigeante russe, et la bourgeoisie internationale; elle vise non à assurer des victoires de classes, mais à déplacer un pion sur l'échiquier bourgeois. Encore une fois, ce n'est pas l'introduction de la politique en général, mais d'une politique précise de collaboration ; c'est l'absence d'une politique juste *qui a conduit à ce résultat terrible, l'occupation sans combat de la Catalogne.*

Autre problème politique qui a pesé d'un poids décisif sur le déroulement des luttes : celui de la Défense Nationale et de la lutte contre le fascisme hitlérien. Ici les syndicalistes purs ont eu une politique. Ne parlons pas des sommets patriotards des Amis de Syn- *militants de base, qui se sont oppo-* dicats. *Occupons-nous seulement des ses à la démagogie chauvine des staliniens. Ils ont repris l'attitude traditionnelle du syndicalisme français : c'est-à-dire qu'ils se sont obstinés à ne pas voir que l'existence du fascisme allemand, son rôle d'avant-garde de la réaction internationale, la volonté de lutte antifasciste de la grande masse des ouvriers, volonté saine et dont les révolutionnaires ne peuvent pas ne pas partir .. toutes choses qui obligent les révolutionnaires à ne pas se contenter d'un antinationalisme verbal.*

De même qu'à la politique de diplomatie dans la question de la non-intervention, il fallait opposer dès septembre 36 des mots d'ordre actifs :faire tourner les usines d'armements pour l'Espagne, de même il fallait dénoncer les manœuvres de la bourgeoisie sous prétexte de Défense Nationale, montrer que ce n'était qu'un prétexte en soulignant que la bourgeoisie sabotait la Défense Nationale et exiger le contrôle ouvrier. En définitive, il ne s'agissait pas d'opposer à une politique criminelle l'apolitisme, mais une autre politique. L'apolitisme n'est qu'un masque commode pour politique donnée, la politique du « syndicalisme révolutionnaire » d'avant-guerre. Et cette politique s'est avérée une fois de plus impuissante parce que schématique et sectaire. Une politique révolutionnaire sérieuse devait être centrée autour du mot d'ordre du contrôle ouvrier et savoir utiliser les sentiments les plus contradictoires de la classe ouvrière pour le mettre en avant.

A propos d'un article

Une critique

Je suis membre du PSOP et abonné à la *Lutte Ouvrière* que je lis toujour avec grand intérêt. Vous avez souvent émis des critiques tout à fait justifiées à l'égard de la politique du PSOP. Il me semble cependant que la critique que vous faites à Pivert contre son mot d'ordre d'un gouvernement de transition n'est pas juste. Je ne suis pas partisan d'un tel mot d'ordre, mais je pense que la position de Marceau Pivert sur ce point est très différente de celle de Blum : il pense qu'un parti révolutionnaire doit utiliser une période — éventuelle et non nécessaire — d'exercice du pouvoir dans les cadres du régime capitaliste pour mettre du côté du prolétariat le maximum de chances pour la prise du pouvoir. C'est une conception que je crois pour ma part fausse pour toute une série de raisons qui sont expliquées dans votre article ; mais c'est une conception radicalement opposée à celle de Blum, qui est l'exercice du pouvoir par le parti socialiste pour faciliter à la bourgeoisie de passer un mauvais moment et revenir ensuite en selle plus féroce que jamais. En confondant ces deux conceptions opposées, vous ne facilitez pas l'adoption par les camarades du PSOP de la seule conception marxiste, la vôtre, qui est aussi la mienne.

M.

⁂

Une réponse

La différence que fait notre correspondant entre la politique de Blum et celle du PSOP ne nous a pas échappé. Nous savons que le PSOP est un parti de révolutionnaires et que les élucubrations théoriques de Blum ont pour seul but de voiler le caractère contre-révolutionnaire de sa politique. Nous croyons aussi qu'en défendant la théorie de l'exercice du pouvoir dans le cadre du regime Pivert entend que cette tactique doit se donner pour but d'aboutir au renversement du régime. Et si des camarades du PSOP estiment que le titre et certains passages de l'article des camarades de Marseille peuvent donner lieu à un malentendu, nous les retirons bien volontiers.

Ceci dit, il faut se prononcer sur le fonds du problème : l'exercice du pouvoir *est-il possible ? est-il souhaitabel ? Nous répondons : il ne peut qu'ouvrir les voies à la contre-révolution. C'est ce qui s'est produit en Espagne. L'entrée du POUM dans le gouvernement Taradellas a décidé du sort de la Révolution, permis les journées de Mai. Lorsque nous disons cela, nous ne mettons pas en cause le dévouement révolutionnaire des militants du P.O.U.M., nous essayons seulement de tirer les leçons d'une expérience tragique.*

L'exercice du pouvoir *dans le cadre du régime n'est possible que sur la base d'une majorité parlementaire. Ou bien il s'agira d'une majorité de coalition avec des partis bourgeois-libéraux ou ouvriers-bourgeois; dans ce cas la coalition aura inévitablement pour programme le respect de l'ordre bourgeois et le parti révolutionnaire sera prisonnier de la coalition. Ou bien il s'agit de la conquête des 51 p. cent par le parti révolutionnaire ; or, le parti révolutionnaire sait bien que la lutte électorale n'est qu'un reflet affaibli de la lutte réelle et il faut espérer qu'il saura non pas attendre les 51 p. cent et la date sacramentelle des élections, mais qui saura utiliser la radicalisation de la classe ouvrière pour détruire de fonds en comble l'Etat bourgeoi et* prendre le pouvoir. *Un parti révolutionnaire n'aura jamais la majorité dans un parlement bourgeois ; le jour où la majorité sera derrière lui, le parlement bourgeois n'aura plus de raison d'être ; le pouvoir sera aux mains des comités. Ou alors c'est ce que ce parti n'est pas révolutionnaire et que la bourgeoisie, l'ayant compri, veut se servir de lui pour briser la révolution.*

Puisque des camarades du PSOP réclament volontiers de la gauche allemande contre les bolcheviks, rappelons-leur que Liebknecht refusa de participer au gouvernement qui sortit de la révolution de Novembre 1918 — *en vrai révolutionnaire — que par contre le parti indépendant en y occupant la moitié des postes — et la masse du parti était composée d'excellents ouvrers combattifs, et parmi les dirigeants, il y avait de sincères révolutionnaires — ouvrit la porte à la contre-révolution. Rappelons-leur aussi que la fraction droitière du PC allemand (Brandler, etc.,), en participant aux « gouvernements ouvriers » de Thuringe et de Saxe laissa passer la contre-révolution* (1923).

Et concluons en répétant qu'un parti révolutionnaire digne de ce nom ne peut pas faire la moindre concession aux théories sur l'exercice du pouvoir. Les militants révolutionnaires du PSOP. ne peuvent qu'être d'accord avec nous sur ce point.

LA RÉDACTION.

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris

CLÉ

Numéro 2 - Février 1939

Le deuxième numéro de **Clé**, bulletin mensuel de la FIARI, dont nous avons déjà parlé, vient de paraître. C'est un numéro vivant et actuel qui ne manquera pas de trouver la large audience qu'il mérite, en dehors même de l'avant-garde ouvrière et intellectuelle.

La couverture s'illustre d'un très beau dessin d'**André Masson** : « Le thé chez Franco ». **Léon Trotsky**, dans une lettre à André Berton, fustige de la façon que nous connaissons les intellectuels qui tels Malraux se sont faits les domestiques de la Guépéou : « **La lutte pour les idées de la révolution dans l'art doit commencer une nouvelle fois par la lutte pour la VERITE artistique, non dans le sens de telle ou telle école, mais dans le sens de la fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur. Sans cela il y a pas d'art. « Tu ne mentiras point », voilà la formule du salut ».** Henri Pastoureau étudie du point de vue philosophique les Cahiers de Lénine sur la **Dialectique de Hegel**, et pense que « ce qui manque au marxisme, cest une vision d'ensemble de l'univers, ce que les Allemands appellent une **Weltanschauung**, et préconise un retour à Hegel. Nous ne sommes nullement d'accord avec ce point de vue, car si nous voyons dans le marxisme une méthode d'analyse des faits et une méthode de lutte et nullement une philosophie particulière, c'est par là qu'il marque une efficacité permanente. Michel Collinet et Herbert Read confrontent leurs opinions sur la place et le rôle de l'intellectuel dans le monde moderne. Philippe Saint-Placide prend à partie d'une façon vigoureuse et entraînante le dénommé A. M. Petitean qui dans le camp de la N.R.F. mène une bagarre abjecte pour l'enrôlement en vue de la prochaine. et aspire à rejouer le rôle de Péguy.

Il nous est impossible enfin de citer toutes les chroniques de Pierre Maoille, Benjamin Péret, Georges Henein, Jean Rémy, Yves Allégret, F. Delanglade, sur les livres, le cinéma, les revues, les expositions, etc... et la belle protestation de la FIARI contre les vandales du général « progressiste » Cardénas qui ont détruit les fresques révolutionnaires du peintre mexicain O'Gorman.

Les camarades de la FIARI par un tel numéro apportent quelque chose de neuf, de combattif et de sérieux dans le mouvement intellectuel et démontrent que les artistes dignes de ce nom ne sont pas tous vendus à la bourgeoisie et à la Guépéou. — **Donat.**

P. S. — Les « Publications populaires » ont en dépôt un certain nombre de numéros de **Clé** (prix du numéro, 1 fr. 50).

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

—o—

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lenine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I)	16 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1. »
Les Crimes de Staline	20. »

⁂

Wullens-Rosmer-Serge : L'assassinat de Reiss	7. »
D. Guérin. Fascisme et grand capital	
J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ?	1. »
J. Jolinon. Les mutineries de Mai-Juin 1917	2. »
Lénine. Le krach de la IIe Internationale	4. »
Lénine. L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et *Engels.* Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme	5 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ?	1 »
(par 10 exemplaires)	8 »

D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs.

P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.

M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.

K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs.

Ch. Fraval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).

—o—

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail.

Comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco

(suite de la page 3)

Voilà le schéma de toutes ces opérations engagées par les bataillons et les divisions cénétistes et poumistes. Les bataillons armés de fusils et parfois aussi de mitrailleuses dans un état déplorable, allaient à l'attaque et enlevaient aux prix de grandes pertes les positions les plus difficiles et les collines les plus abruptes, mais après les avoir enlevées aux fascistes il fallait les céder de nouveau après une nuit ou au bout de 24 heures. L'aviation fasciste arrivait, la nôtre ne se montrait pas. On était bombardé, il fallait reculer.

C'est aussi l'histoire de l'attaque d'une position très importante, Santa Quiteria, vers la moitié d'avril 1937 où on a enlevé la position aux fascistes ; mais il fallait se retirer faute d'aviation. C'est aussi l'histoire de l'attaque, organisée à peu près dans la même période par le POUM, attaque pour la possession de la Loma, près de Manicomio de Huesca où est mort entre autres un des dirigeants du SAP, Wolf. Je ne connais ces deux dernières opérations que par les récits d'autres camarades qui y ont pris part, mais ces récits, car il s'agit de multiples témoignages, sont authentiques. Les camarades qui sont restés plus longtemps au front que moi peuvent te donner plus d'exemples de ce genre.

— Mon cher Casanova, tes exemples ne soulignent-ils pas précisément l'importance du facteur technique au cours de la guerre même civile ? Que peut-on avec les meilleurs hommes, même s'ils sont à la hauteur des héros mythologiques, si on manque de tanks et d'aviation ? On ne peut pas dire que « l'homme, c'est tout ». Et puis, le gouvernement républicain disposait de quantités limitées, très limitées, de tanks et d'avions et il avait tant de fronts à défendre ! Tu négliges peut-être trop l'importance des effets néfastes de la politique de « non-intervention » !

— Non, je ne néglige pas les effets néfastes de la politique de non-intervention, inaugurée par le premier gouvernement de Front populaire, celui de Léon Blum...

Certes, la politique de la non-intervention a affaibli et puissamment affaibli le prolétariat espagnol. Elle a favorisé Franco, qui, entre autres, comme j'ai pu le constater de mes propres yeux, à Codo, recevait des munitions des marchands de canons français. Cette politique, dérivée de l'ensemble de la politique du Front populaire, pour lequel les bases du régime capitaliste sont sacrés et intangibles et selon laquelle il est interdit dans la période actuelle aux ouvriers de tous les pays de tenter même de se libérer du joug capitaliste, est évidemment à l'origine de l'infériorité technique du camp antifasciste en Espagne. Je ne veux pas laver Blum (le prolétariat le jugera un jour, et comme il faut) et c'est avec un sentiment de honte et aussi un peu d'étonnement que j'ai noté l'indifférence avec laquelle les ouvriers français ont laissé passer la « sincère » déclaration du chef du premier gouvernement du Front populaire, sa « confession » à la Chambre des Députés sur les raisons qui ont motivé la chute d'Irun...

Mais j'ai déjà expliqué, et j'insiste encore une fois là-dessus, que même **si par impossible** (je raisonne pour un moment dans l'asbtrait) **le gouvernement républicain espagnol avait reçu de l'étranger des quantités très grandes d'avions, ces avions, avec la politique poursuivie en Espagne, n'auraient pas sauvé la situation.**

Il fallait pour vaincre Franco **une direction révolutionnaire c'est-à-dire un parti.**

Du reste des munitions : des balles, des mitrailleuses, des grenades ,des mortiers et même des canons et des avions on pouvait les fabriquer en Espagne même et en grande quantité (je ne veux pas dire par là que l'aide de l'étranger n'était pas d'une extrême importance).

(à suivre).

FEDERATIONS DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES

18, Rue du Pot de Fer (Ve)

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE

Grand Meeting

le mercredi 1er mars à 21 heures à la Mutualité (salle E)

avec Emmanuel Peilet, Roger Humbert, Jean Rabaud, Lucien Weitz, Lucien Hérard, Georges Pioch.

LISEZ

La leçon de l'Espagne

dernier avertissement

par

Léon TROTSKY